

ABONNEMENT

Saumur	
Un an	25 fr.
Six mois	13
Trois mois	7
Poste	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8

On s'abonne

A SAUMUR
Au bureau du Journal
ou en envoyant un mandat
sur la poste
et chez tous les libraires

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

INSERTIONS

Annonces, la ligne	20
Réclames, —	30
Faits divers, —	75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sans restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire
L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 5 MARS

LETTRE PARLEMENTAIRE

DANS LES COULOIRS. — Le Cabinet Tirard est mortellement frappé. Ce sentiment universel est tellement fondé que, avant l'ouverture tardive de la séance du Palais-Bourbon, on se demandait, dans les couloirs, si le ministère dans le Conseil extraordinaire tenu, hier matin, n'avait pas résolu de démissionner. Mais aucune décision du Conseil n'a transpiré; n'importe, on ne semble plus préoccupé que d'une chose : à quelle sauce sera mangé le Cabinet? Son sort paraît irrévocablement fixé.

LA DÉLÉGATION SÉNATORIALE. — Le langage tenu par le Garde des sceaux, à la tribune du Palais-Bourbon, au sujet de la loi contre la presse, avait surpris tout le monde, tant la contradiction était flagrante entre ses paroles et celles proférées à la tribune du Luxembourg par le même ministre.

Les quelques sénateurs qui assistaient à l'interpellation sur la politique générale du gouvernement, n'avaient point dissimulé leur stupéfaction. Si l'avocat retors qui a hérité de la succession de d'Orguessa n'a cru se tirer d'embarras par une cynique volte-face, il s'est fourvoyé. En effet, on apprenait hier, de plusieurs sénateurs venus au Palais-Bourbon, qu'une délégation de membres du Luxembourg s'était rendue chez le président du Conseil, pour protester contre l'inqualifiable attitude de M. Thévenet. On ajoutait même que les sénateurs-ministres, MM. Tirard, Faye et Barbey, n'auraient pas ménagé les reproches à leur collègue de la justice.

LA RETRAITE DE M. THÉVENET. — A la suite de cet incident, il aurait été question de la démission du ministre de la justice. Toutefois, comme cette nouvelle amputation opérée après le vote de la majorité devait fatalement déterminer la mort, le gouvernement aurait résolu, au Conseil de la matinée, après de vives discussions, de chercher une « sortie » moins humiliante pour le ministre de la justice. Le cabinet n'aura peut-être pas le temps de trouver cette « sortie ».

LES PRONOSTICS. — On s'attend, en effet, à une sortie en masse des ministres. Jeudi, interpellation sur l'adhésion donnée par le ministère à la Conférence de Berlin; même jour, question sur l'expédition du Dahomey; autre question en l'air sur la nomination politique de M. Mazeau à la première présidence de la Cour de cassation. Nous en passons d'autres. Inutile de se demander l'accueil réservé au projet d'emprunt de M. Rouvier.

Quel sera l'incident qui provoquera la chute du cabinet Tirard? Celui peut-être auquel on pense le moins; mais ces questions et interpellations qui menacent le Cabinet paraissent toutes de nature à lui tailler des croupières.

UN JOLI MINISTÈRE

Un journal républicain écrit: M. Constans était l'âme du ministère.
Un autre: M. Constans était la tête du ministère.

Un troisième: M. Constans était la clef de voûte du ministère.

Un quatrième: M. Constans était la cheville ouvrière du ministère.

Voilà donc un ministère qui n'a plus ni âme, ni tête, ni clef de voûte, ni cheville ouvrière.

Il nous semble, en effet, difficile de décerner à M. Léon Bourgeois ces qualificatifs psychologique, physiologique, architectural et mécanique.

M. Tirard avait besoin d'une boulette de mastic pour boucher un trou; il a pris M. Bourgeois.

D'autre part, nous avons quelque peine à nous représenter M. Rouvier et M. Tirard dans les rôles d'âme et de tête du ministère.

Nous ne voyons pas bien M. Thévenet déguisé en clef de voûte du Cabinet.

Et M. Yves Guyot ne nous apparaît pas nettement dans les importantes fonctions de cheville ouvrière gouvernementale.

Quant à M. de Freycinet, il nous en voudrait si nous prononcions son nom en cette affaire. Respectons son *lumbago*.

D'ailleurs, M. de Freycinet appartient à l'armée française. L'état de ses reins témoigne qu'il ne veut pas s'occuper de politique, du moins à l'heure présente.

Donc, M. Constans est irremplaçable. Il était l'âme et la tête qui convenaient au Cabinet des tripotages électoraux.

Si l'on voulait classer psychologiquement ses anciens collègues, il faudrait demander une dénomination à la grande famille des cucurbitacées, au risque d'encourir le reproche du matérialisme.

M. Constans parti, plus de tête, plus d'âme (nous négligeons la cheville ouvrière et la clef de voûte).

Et c'est ce ministère décapité, inanimé, qui représente le gouvernement de la République!

C'est ce ministère, logé à l'enseigne de « la Femme-sans-Tête », qui reste chargé de donner une direction au parti républicain!

INFORMATIONS

M. Bourgeois, notre nouveau ministre de l'intérieur, n'est pas né à Paris, comme l'ont dit plusieurs journaux, mais bien aux Petites-Chiettes (Jura). C'est à lui d'ailleurs que cette fantastique localité doit de s'appeler aujourd'hui Bonlieu. Nous en avons parlé jadis.

Comme nous l'avons annoncé, le *Journal officiel* a publié lundi la nomination de M. Mazeau au poste de premier président de la Cour de cassation.

Le nouveau premier président de la Cour de cassation, qui succède à M. Barbier, est né à Dijon en 1825. Il est fils d'un notaire bourguignon. Il fit son droit et, après avoir été secrétaire de Paul Fabre, avocat à la Cour de cassation, M. Mazeau acheta la charge de M. Martin (de Strasbourg), auquel il succéda comme avocat à la Cour de cassation.

Elu député en 1871, M. Mazeau se fit inscrire à la fois à la Gauche et à l'Extrême-Gauche.

Depuis 1876, il est sénateur de la Côte-d'Or. Il a été ministre de la justice dans le cabinet Rouvier (mai 1887), mais des raisons de santé l'obligèrent à donner sa démission.

On dit que M. Mazeau va donner sa démission de sénateur, bien que le mandat sénatorial ne soit pas incompatible avec ses fonctions.

ENCORE UN GENDRE

On a donné beaucoup de raisons de la démission de M. Constans.

On a tourné même autour du vrai motif, mais la vérité exacte, et que je tiens de bonne source, est celle-ci: — C'est un intime de l'Élysée qui est allé trouver M. Mazeau et lui a promis d'assurer sa nomination au poste de premier président de la Cour de cassation, aux conditions suivantes, qui ont été acceptées:

D'abord de donner sa démission de sénateur de la Côte-d'Or, bien qu'il n'y ait pas incompatibilité entre les deux fonctions, ensuite de présenter, de patronner et d'aider de toute son influence auprès des électeurs pour faire donner son siège, à qui... à M. Cunisset-Carnot, gendre du Président de la République.

Les gendres ne portent pourtant pas bonheur aux habitants de l'Élysée et l'histoire trop récente de M. Grévy devrait donner à réfléchir à M. Carnot.

LE COMMERCE FRANÇAIS A L'ÉTRANGER

Des correspondances venues de Russie disent que ce pays est envahi en ce moment par un grand nombre de marchandises étrangères, la plupart d'origine allemande, vendues avec des marques de fabrique française. Ces informations nous paraissent d'autant plus dignes de foi que, depuis plusieurs années, des faits analogues sont signalés dans tous les comptoirs de l'Orient. Il semble difficile de croire qu'ils soient ignorés de nos consuls et on ne peut guère non plus penser que ceux-ci ne les aient pas signalés au gouvernement français.

Nous serions plus embarrassés pour établir que notre gouvernement se soit préoccupé de cet état de choses et qu'il ait fait aucune démarche pour couper court à une fraude aussi nuisible aux intérêts et de notre commerce et de notre fabrication.

Nous avons pourtant un ministre du commerce. Il est vrai que ce ministre s'appelle M. Tirard. Cela suffit à expliquer bien des choses.

Le Conseil d'Etat allemand, présidé par l'empereur Guillaume, a terminé, paraît-il, les travaux préparatoires de la Conférence.

A la fin des séances, Guillaume II aurait dit:

« Pour ce qui concerne le socialisme, j'en fais mon affaire personnelle. J'en viendrai à bout tout seul. »

Cette phrase est naturellement l'objet d'interprétations contradictoires.

On annonce comme prochain le rappel du comte Hoyos, ambassadeur d'Autriche à Paris, et son remplacement par le comte Agénor de

Goluchowski, depuis 1887 ministre plénipotentiaire à Bucharest.

M. de Goluchowski a été conseiller de légation à Paris, où il a épousé, en 1885, la princesse Anna Murat.

Les propos tenus il y a quelques mois par l'ambassadeur autrichien dans un interview rapporté par un journal de Paris, au sujet de la triple alliance et des sympathies de l'Autriche pour la France, ne seraient pas étrangers à la résolution prise à l'égard de ce diplomate.

A CLAIRVAUX

Le duc d'Aumale fera demain jeudi le voyage de Clairvaux pour voir le prisonnier.

Samedi, le prince de Joinville s'installera à Arc-en-Barrois pour être moins éloigné de son neveu. Quant à Madame la duchesse de Chartres, à chacun de ses voyages elle descendra chez le duc et la duchesse de Luynes qui s'installent définitivement dans la maison faisant face à l'entrée de la prison. Le duc de Luynes, quittant ainsi Paris pour être plus près de son ami, est, par son dévouement de toutes les heures, l'objet de l'admiration de la petite ville de Clairvaux.

A partir de dimanche prochain, le Prince sera conduit à la chapelle immédiatement après la messe des détenus de droit commun.

M^{re} l'évêque de Troyes s'est mis en effet à la disposition du prisonnier pour qu'un office soit célébré tout exprès pour lui.

Dimanche matin, un des dessinateurs du *Monde Illustré*, M. Montigné, est arrivé à Clairvaux pour prendre quelques croquis. Notre confrère s'était installé devant la façade de la maison centrale et crayonnait sur son album, lorsqu'on vint le prier de se rendre dans le cabinet directorial.

M. Arnault, après avoir jeté les yeux sur les croquis déjà pris et déclaré qu'il avait le droit d'autoriser ou d'empêcher tout dessinateur ou photographe de reproduire les bâtiments confiés à sa vigilance, voulut bien permettre à l'artiste, non sans maugréer, de continuer son travail.

TOUCHANTE INTENTION

Une brave femme, en sortant de la chapelle Sainte-Anne, a dit à une des personnes qu'elle supposait autorisée à voir M^{re} le duc d'Orléans:

« Monsieur, puisque vous pouvez approcher du petit prince, dites-lui que nous avons prié pour lui; c'est un vrai gars et toutes les mères seraient fières d'avoir des fils comme lui. »

LETTRE A M. CARNOT ET AUX MINISTRES

On écrit de Paris, le 1^{er} mars, à l'Anjou:

« Monsieur le Rédacteur,

» Nous vous serions très reconnaissants de vouloir bien insérer dans vos colonnes la lettre suivante adressée à M. le Président de la République et à ses ministres par un groupe nombreux de jeunes gens des écoles.

» Veuillez agréer, Monsieur le Rédacteur,

